



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
COMMUNE DE LA CÔTE SAINT-ANDRÉ

Numéro de dossier : OP 038 130 26 00033

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Monsieur le Maire de la ville de La Côte Saint André

- Vu** le code de la voirie routière,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2125-1 à L2125-2,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la décision municipale N°2025/05 du 15/04/2025 relative aux tarifs d'occupation du Domaine public 2025,
Considérant la demande en date du 26 février 2026 de **Monsieur SERTDEMIR Mehmet, société SM BAT,**
Demeurant **7 Rue Topaze, 26320 SAINT-MARCEL-LÈS-VALENCE**

Sollicite l'autorisation pour l'occupation temporaire du domaine public pour :

- **L'Installation d'un échafaudage au droit du 22 rue des Cordiers / 2 Rue de la République.**
- **1 place de stationnement « dépose minute du Crédit Agricole »**
- **2 places de stationnement 4 rue de la République**

Considérant dans un souci de sécurité publique, l'intérêt de faire droit à la demande susmentionnée et de réglementer le stationnement pendant la période demandée ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1 – AUTORISATION

L'entreprise **SM BAT** est autorisée, du **mercredi 01 avril 2026 au jeudi 30 avril 2026**, à réserver une partie du trottoir pour la mise en place d'un échafaudage au droit du **22 rue des Cordiers / 2 rue de la République** afin d'effectuer des travaux de réparation du balcon. Elle est autorisée à utiliser **les 2 places de stationnement « dépose minute du Crédit Agricole »** et **2 places de stationnement au droit du 4 rue de la République.**

ARTICLE 2 – SIGNALISATION ET CIRCULATION

L'entreprise SM BAT chargée des travaux s'engage :

- À ne pas entraver la visibilité des trois caméras de surveillance, positionnées à l'angle du bâtiment et sous le balcon. De plus, tout dommage ou déplacement de ces équipements entraînera la prise en charge intégrale des frais par vos soins auprès de la société SERFIM TIC
- À mettre en place les panneaux de signalisation nécessaires au droit du 22 rue des Cordiers / 2 rue de la République. Il devra notamment être fait mention d'une signalisation priant les piétons à utiliser le trottoir d'en face et de donner un accès à l'entrée du Crédit Agricole.

Il ne doit pas être fait obstacle :

- ◇ A la circulation des piétons
- ◇ Au libre accès des immeubles et bouches d'incendie
- ◇ Les droits des riverains seront respectés

Le bénéficiaire doit faire en sorte que les panneaux soient posés de façon à ne créer aucune gêne et aucun danger à autrui et pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, mais également en fin d'utilisation.

Le bénéficiaire en est le seul responsable.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Emprise au sol : Échafaudage 32 m2 et 4 places de stationnement.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation d'une base de vie de chantier et le stationnement de véhicules.

ARTICLE 5 – REDEVANCE

Le montant de la redevance d'occupation du domaine public s'élève à : **0 € (OPHA-RU)**.

ARTICLE 6 – RESTITUTION DES LIEUX

Dès l'achèvement du stationnement, le permissionnaire doit enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

ARTICLE 7 – PORTEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées au présent arrêté. Elle est personnelle et ne peut en aucun cas être cédée.

Elle ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme et de circulation.

ARTICLE 8 – APPLICATION

La Gendarmerie nationale et la police municipale sont chargées de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Grenoble de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).

ARTICLE 10 – AMPLIATION

Le présent arrêté est notifié au demandeur et l'ampliation est envoyée à la police municipale et la Gendarmerie nationale.

Fait à La Côte Saint-André, le 23 mars 2026.

Le Maire,

Joël GULLON



